

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Le PDG déterminé à jouer son rôle de veille

POUR ce faire, le Parti démocratique gabonais entend contribuer, autant que possible, à la matérialisation des orientations fixées par le chef de l'État dans son discours des vœux à la Nation du 31 décembre dernier.

Juste **KOMBILE MOUSSAVOU**
Libreville/Gabon

AU lendemain du traditionnel discours des vœux à la Nation du président de la République, les réactions ne se sont pas fait attendre. Dernière en date, celle du Parti démocratique gabonais (PDG) qui, par l'entremise de ses porte-parole, Estelle Flore Angangou, le Dr Stéphane Iloko Boussiengui et Miche-Philippe Nzé, a salué, hier, la pertinence de l'allocution du chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, par ailleurs distingué camarade président du PDG. Tout en indiquant, "devoir assumer pleinement et entièrement son rôle de veille, de manière à ce que les orientations fixées par le chef de l'État soient traduites en actes par le gouvernement".

De manière concrète, face à la presse nationale, ces trois personnalités sont longuement revenues sur la trame du discours du chef de l'État. En relevant clairement que le numéro un gabonais avait mis l'accent sur les valeurs qui fondent notre Devise nationale. Une manière pour lui, a laissé entendre Estelle Flore Angangou, d'inviter ses compatriotes à s'approprier véritablement les notions d'union, travail et justice qui sous-tendent notre Devise nationale. Remerciant "le Très-Haut pour avoir permis à Ali Bongo Ondimba d'avoir recouvré toutes ses facultés", elle a souligné "la détermination du chef de l'État à apporter des solutions aux préoccupations des Gabonais".

Toute chose qui, selon Michel-Philippe Nzé devrait amener le gouvernement à se mettre véritablement au travail. Balayant d'un revers de la main toutes les prétendues critiques fondées ou non sur la prétendue "insensibilité des pouvoirs publics face à la détresse de certains Gabo-

Les porte-paroles ont relevé la nécessité de consolider l'unité nationale, en dépit de nos divergences somme toute légitimes.

du chef de l'État sont des instructions fermes. Nul ne saurait s'y soustraire. Même pas le PDG qui, par le biais des élus et de

nais et Gabonaises", il s'est dit convaincu que le Premier ministre et l'ensemble des membres de son équipe feraient tout ce qui est en leur pouvoir pour les résoudre. Ce, d'autant plus que, a-t-il lancé, "les orientations

du chef de l'État sont des instructions fermes. Nul ne saurait s'y soustraire. Même pas le PDG qui, par le biais des élus et de

ses différents représentants au gouvernement, se doit d'être une sentinelle". Ce qu'a traduit le Dr Stéphane Iloko Boussiengui en indiquant que "le PDG ne tolérerait, autant que faire se peut, aucune déviation par rapport à la ligne de conduite fixée par le chef de l'État".

Dans tous les cas, les porte-parole ont relevé la nécessité de consolider l'unité nationale, en dépit de nos divergences somme toute légitimes. Tout en saluant la solidité de nos institutions. Non sans avoir exhorté les uns et les autres au travail, conformément à la volonté exprimée par le chef de l'État.

De fait, ils ont loué et souligné la détermination réaffirmée par le numéro un gabonais de mener une lutte sans merci à la corruption. D'autant que, selon eux, ce fléau est un véritable frein au dé-



Photo: DR

Les porte-paroles du PDG, lors de leur sortie.

veloppement de notre pays. Non sans avoir clamé que le Gabon est un État de droit. Et qu'en ce sens, tous les Gabonais sont des justiciables égaux devant la loi.

Et que par conséquent, nul ne saurait se soustraire à la règle de droit, expression de la volonté populaire.

Décentralisation : le Sénat interpelle le gouvernement

Martina **ADA METOULE**
Libreville/Gabon

LA clôture de la 2e session du Parlement mardi 31 décembre dernier, a été l'occasion pour la présidente du Sénat, Lucie Milebou Aubusson Mboussou, de revenir sur la problématique de la décentralisation. Elle a exhorté le gouvernement à traduire en actes cette préoccupation des populations. D'autant que, a-t-elle avancé, la décentralisation pourrait être une de réponses à leurs requêtes et aspirations. De fait, a-t-elle indiqué, "nous ne devons plus méestimer l'impression de marginalisation, que peuvent ressentir certains départements, qui attendent toujours la mise en pratique des lois sur la décentralisation et le transfert des compétences, mais surtout, l'aide financière promise pour leurs départements". Et d'ajouter : "le pessimisme

Occasion pour la présidente du Sénat Lucie Milebou Aubusson Mboussou, de revenir sur la problématique de la décentralisation. Elle a exhorté le gouvernement à traduire en actes cette préoccupation des populations.

que nous sommes (...)". La présidente du Sénat a ainsi invité le gouvernement à éviter le "risque" qui pourrait exister au regard de ladite situation. Vu que, selon elle, "le risque nous le connaissons. C'est de passer du sentiment

n'est plus de mise en ce moment quand on parle de ruralité. C'est bien d'optimisme et de volontarisme dont nous avons besoin, pour rassurer nos populations, à rebours du sentiment d'abandon, et qui attendent des réponses et des solutions de leurs représentants



Photo: DR

Le Sénat prône la mise en pratique de la décentralisation.

d'abandon, d'oubli, de ressenti, à une réaction de défiance, de total manque de confiance et de respect à l'endroit de la classe politique". Surtout en ce moment où, a-t-elle ajouté, "

des détournements importants sont signalés. La soustraction frauduleuse de ces ressources financières de notre économie ont ralenti lourdement notre capacité d'investissement".